

COMMUNIQUÉS

25 NOVEMBRE : JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

jeudi 17 novembre 2016

Les violences faites aux femmes sont un fléau mondial, l'ONU estime à 70% les femmes et les filles qui en sont victimes au cours de leur vie. Ces violences s'exercent au sein du couple, dans la famille, mais aussi dans l'espace public et dans la sphère professionnelle. Elles touchent tous les milieux et tous les âges.

Les crises économiques et les guerres engendrent l'exode de populations entières et les parcours migratoires sont encore plus dangereux pour les femmes et les filles. Les femmes migrantes qui tentent de se réfugier en Europe vivent des situations périlleuses durant tout leur exil. Le manque de moyens dédiés par l'Europe, et par la France en particulier, pour accueillir et assurer la sécurité de toutes et tous n'est pas acceptable.

En 2015 en France, 122 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint, 216 000 ont été victimes de violences conjugales et 86 000 viols ont eu lieu. L'étude du CSEP (conseil supérieur de l'égalité professionnelle) a révélé des chiffres alarmants concernant les violences faites aux femmes au travail : 80 % des femmes salariées sont confrontées à des comportements et décisions sexistes, 5 % des viols et 25 % des agressions sexuelles ont lieu au travail. Et la Fonction publique n'est pas épargnée par ces faits.

Ces violences, en plus des traumatismes qu'elles représentent pour leurs victimes, ont de surcroît des conséquences directes sur la santé (arrêt maladie, accidents, prise de médicaments...) et la vie professionnelle des femmes (licenciement, démission...). Il est urgent que l'État consacre plus de 0,05 % de son budget à mettre en œuvre les principes d'égalité dont il se revendique, explicitement inscrits dans les textes et les lois.

Ces violences ne sont pas une fatalité et les combattre participe d'un respect élémentaire de l'humanité et d'une vision égalitaire de la société. Pour la FSU, un plan d'urgence global contre les violences faites aux femmes doit être mis en place.

Dans un contexte où l'émancipation des femmes est remise en cause par certains programmes politiques il est indispensable que cesse l'impunité des agresseurs quelles que soient leurs fonctions. Il est urgent aussi que l'éducation à l'égalité soit enseignée à tous les niveaux scolaires et que des moyens ambitieux soient dédiés notamment pour rendre effectives les lois existantes comme celles concernant les violences au travail.

La FSU appelle à la manifestation parisienne du 25 novembre contre les violences faites aux femmes de la Bastille à République, mais aussi à toutes les manifestations en région.